



LES DEVOIRS DES FONCTIONNAIRES

Être fonctionnaire, c'est choisir de participer au service public. En conséquence, le fonctionnaire incarne les valeurs du service public. L'appartenance à la fonction publique le conduit à respecter, pendant le temps de service et hors du temps de service, un certain nombre de devoirs. Inscrits dans la loi du 13 juillet 1983 (loi Le Pors), ces devoirs constituent le titre 1^{er} du statut général des fonctionnaires. Il a été actualisé par la loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires. Désormais, le chapitre IV de la loi Le Pors, relatif aux devoirs des fonctionnaires, comporte la notion de déontologie (« Des obligations et de la déontologie »). La loi déontologie de 2016 marque la volonté du législateur de placer les valeurs portées par le service public au cœur des missions des fonctionnaires.

1 Le chef de service

Il est le garant du respect des principes déontologiques. La loi déontologie de 2016 consacre le rôle du chef de service en matière de respect des principes déontologiques par les agents placés sous son autorité : « Il appartient à tout chef de service de veiller au respect de ces principes dans les services placés sous son autorité. Tout chef de service peut préciser, après avis des représentants du personnel, les principes déontologiques applicables aux agents placés sous son autorité, en les adaptant aux missions du service » (art. 25 loi du 13 juillet 1983 modifiée). En contrepartie, le fonctionnaire bénéficie du droit d'obtenir un conseil en matière de déontologie par le biais du référent déontologue.

2 Le devoir de réserve

À l'origine, c'est une obligation jurisprudentielle (posée par le juge administratif). Il désigne les obligations de loyauté et de dignité du fonctionnaire à l'égard de l'administration, ses devoirs de neutralité, d'impartialité et de modération. Il est apprécié au cas par cas, en fonction des circonstances et de la position hiérarchique du fonctionnaire. Face à l'opposition des organisations syndicales, la loi déontologie de 2016 n'a pas expressément inscrit le devoir de réserve dans la loi. Mais il demeure car il constitue un fondement de l'exercice des fonctions publiques.

3 Synthèse des devoirs des fonctionnaires

Devoir de neutralité (art. 25 loi Le Pors modifiée)	« Dans l'exercice de ses fonctions, le fonctionnaire est tenu à l'obligation de neutralité. Le fonctionnaire exerce ses fonctions dans le respect du principe de laïcité. À ce titre, il s'abstient notamment de manifester, dans l'exercice de ses fonctions, ses opinions religieuses. » En conséquence, le fonctionnaire ne doit pas utiliser sa fonction pour faire valoir des opinions personnelles, politiques, philosophiques ou religieuses.
Devoir d'impartialité (art. 25 loi Le Pors modifiée)	« Le fonctionnaire traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité. » - Le fonctionnaire doit traiter de manière égale tous les usagers du service public. Il ne doit pas favoriser, par les moyens du service, telle ou telle cause, tel groupe ou telle doctrine. - Le principe d'égalité devant le service public implique des devoirs de neutralité et d'impartialité du fonctionnaire.
Devoir de dignité (art. 25 loi Le Pors modifiée)	- Le devoir de dignité vise à protéger l'image de l'administration : le fonctionnaire ne doit pas porter atteinte à sa réputation et ne pas la déconsidérer. Il ne doit pas jeter un discrédit sur la fonction publique. - L'obligation de dignité s'étend en dehors des heures de service. - Le fonctionnaire doit se comporter avec dignité et civilité tant dans ses rapports de service avec ses supérieurs et ses collègues que dans ses rapports avec les usagers du service public.
Devoir d'intégrité (art. 25 loi Le Pors modifiée)	Le devoir d'intégrité du fonctionnaire permet de garantir le service de l'intérêt général.
Devoir de probité (art. 25 loi Le Pors modifiée)	- Afin de ne pas compromettre son indépendance, le fonctionnaire ne doit pas tirer profit de l'exercice de ses missions. - Il ne doit pas utiliser les moyens du service à des fins personnelles, ni avoir d'intérêts dans les personnes morales de droit privé que ses fonctions l'amènent à contrôler.

<p>Devoir de se consacrer à sa fonction (art. 25 bis à 25 decies)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - L'obligation de service désigne le fait que le fonctionnaire consacre l'intégralité de son activité professionnelle aux tâches qui lui sont confiées. - Renforcement de la lutte et de la prévention des conflits d'intérêts : le fonctionnaire est tenu de prévenir et de faire cesser les situations de conflits d'intérêt dans lesquelles il se trouve ou pourrait se trouver. - Réaffirmation du principe de non-cumul d'activités des fonctionnaires et interdiction d'exercer une activité privée lucrative de quelque nature que ce soit. Des dérogations existent, strictement encadrées par la loi.
<p>Devoir de secret professionnel (art. 26 loi Le Pors modifiée)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - L'agent public est tenu de respecter le devoir de secret professionnel dans le cadre des règles posées par le code pénal. - Ce devoir vise à protéger les administrés. - La révélation de secret professionnel est obligatoire, par exemple lors de témoignage en justice.
<p>Devoir de discrétion professionnelle (art. 26 loi Le Pors modifiée)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le fonctionnaire ne doit pas communiquer à des personnes étrangères au service des faits, informations ou documents obtenus dans le cadre de l'exercice de ses fonctions. - Ce devoir vise à protéger l'administration contre la divulgation d'informations relatives au service. - L'agent public ne peut être délié de cette obligation que par décision expresse de l'autorité dont il dépend.
<p>Devoir d'information au public (art. 27 loi Le Pors modifiée)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le fonctionnaire est tenu de respecter la liberté d'accès de toute personne aux documents administratifs à caractère non nominatif, dans le respect de la discrétion et du secret professionnel. - Cette obligation résulte de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations qui a renforcé l'accès des administrés aux documents administratifs.
<p>Devoir d'obéissance hiérarchique (art. 28 loi Le Pors modifiée)</p>	<p>« L'agent public, quel que soit son rang dans la hiérarchie, est responsable de l'exécution des tâches qui lui sont confiées. Il doit se conformer aux instructions de son supérieur hiérarchique. »</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le pouvoir hiérarchique s'exerce sur les actes (instruction...) et sur la situation juridique personnelle du fonctionnaire (missions, affectation...). - Le recours contre une instruction du supérieur hiérarchique ou une mesure d'organisation du service nécessite qu'une atteinte soit portée aux droits statutaires, au droit syndical ou au droit de grève. - Le fonctionnaire est tenu au devoir de désobéir si l'ordre donné est manifestement illégal et de nature à compromettre gravement un intérêt public (conditions cumulatives). - Le droit de désobéir est reconnu au fonctionnaire dans le cas de l'exercice de son droit de retrait, c'est-à-dire la possibilité de se retirer d'une situation de travail présentant un danger grave et imminent pour sa vie ou pour sa santé.

Tout manquement aux obligations du fonctionnaire est susceptible de sanctions disciplinaires et/ou pénales.